



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 27/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOUCHE PAPERS

146 rue Jean Mermoz
88100 Sainte-Marguerite

Références : S-23-1304RP

Code AIOT : 0006202062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2023 dans l'établissement SOUCHE PAPERS implanté 142 rue des Papeteries 88650 Anould. L'inspection a été annoncée le 22/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral du 03 avril 2018, l'exploitant a été mis en demeure de réaliser des investigations complémentaires sur l'état de pollution du site mis en évidence par l'étude TUV réalisée en 2016 et de transmettre un plan de gestion.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUCHE PAPERS
- 142 rue des Papeteries 88650 Anould
- Code AIOT : 0006202062
- Régime : Autorisation – Cessation d'activité
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOUCHE PAPERS était autorisée par arrêté préfectoral n° 443/2010 du 23 février 2010 à produire 64 000 tonnes/an de papier couché.

Par jugement du Tribunal de Commerce d'Epinal du 11 septembre 2012, la liquidation de la société a été prononcée. Maître VOINOT a été désigné liquidateur sur ce dossier et devient à ce titre, représentant de l'ancien exploitant.

La notification de cessation d'activités a été reçue par Monsieur le Préfet des Vosges le 18 septembre 2013.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1	AP de Mise en Demeure du 03/04/2018, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de cette visite permettent de mettre en évidence le respect partiel des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 03 avril 2018.

Conformément à l'alinéa III de l'article R. 512-39-1 (version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 juin 2022), l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/04/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Investigations complémentaires et plan de gestion
Prescription contrôlée : La société SOUCHE PAPERS, représentée par son liquidateur judiciaire Maître VOINOT, est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement.
Constats : La mise en demeure porte notamment sur la réalisation d'investigations complémentaires (eaux et sols) sur l'état de pollution du site mis en évidence par l'étude TUV réalisée en 2016 et la transmission d'un plan de gestion. Par courrier en date du 18 juillet 2023, Maître VOINOT a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">le plan de gestion du bureau d'études EODD (rapport du 16/05/2023) qui englobe l'ensemble des investigations réalisées de 2015 à 2020 sur les sols, les gaz du sol, les eaux souterraines, les eaux et sédiments de la station d'épuration et les sédiments du canal ;la mise à jour de l'Analyse des Risques Résiduels (ARR) prospective (rapport du 12/04/2023) qui concerne uniquement la partie centrale du site afin de valider la compatibilité sanitaire du site avec la reconversion projetée par la Communauté d'Agglomération de SAINT DIE DES VOSGES. Le plan de gestion transmis porte sur le périmètre opérationnel EPFGE, plus restreint que le périmètre ICPE du site (cf. annexe 1 du présent rapport), hors secteur de l'ancienne usine pâte chimique déjà aménagé avec ATTES. Les anciens bureaux administratifs et garages, occupés par la société TECHNIDEPOL, sont également exclus du plan de gestion. Les investigations complémentaires réalisées en 2020 concernent : <ul style="list-style-type: none">sur les sols du site et les mâchefers du talus : 91 sondages ou fouilles avec analyses des paramètres HCT, BTEX, HAP, métaux lourds, phénols et « pack ISDI » pour les mâchefers ;sur les gaz du sol : implantation de 16 piézairs pour analyses des paramètres HCT, BTEXN, MTBE et mercure ;sur les eaux souterraines : pose de 5 piézomètres complémentaires en amont et aval hydraulique de zones sources pour analyses des paramètres HCT, BTEX, HAP, 8 métaux et métalloïdes, phénols sur l'ensemble des 8 ouvrages existants (ancien PZ 4 non localisé). Au regard de l'ensemble des investigations environnementales depuis 2015, une synthèse de la qualité des milieux est présentée en annexe 2 du présent rapport. Au total, 17 Points de Pollution Concentrée (PPC) ont été identifiés (cf. annexe 3 du présent rapport), présentant des contaminations aux hydrocarbures et/ou HAP et/ou métaux et métalloïdes pour un total estimé à environ 22 000 m ³ soit 40 000 tonnes de matériaux pollués. Le schéma conceptuel actuel (cf. annexe 4 du présent rapport) représente les sources de pollution du site et identifie les enjeux sanitaires et environnementaux à considérer dans la gestion du site et traduit le concept « source-vecteur-cible ». La voie d'exposition retenue en l'état actuel

d'occupation du site est l'inhalation de composés volatils provenant du dégazage des sols et des gaz du sol.

Le plan de gestion a étudié deux techniques de traitement des 17 PPC :

- traitement hors site des PPC ainsi que les déchets présents dans les sols (boues papetières, mâchefers d'incinération du talus, ordures ménagères) – hors sédiments du canal ;
- confinement des PPC et des mâchefers d'incinération du talus – hors zones de déchets non impactées d'un point de vue environnemental, PPC 2 (boue papetière anciennes lagunes) et PPC 6-1 (boue papetière zone verte).

Le bilan coûts-avantages (cf. annexe 5 du présent rapport) montre que, dans un objectif de traitement de la pollution concentrée, d'amélioration de la qualité des milieux, au regard des pollutions en place et des travaux d'aménagement prévus, la solution par confinement sur site est la plus pertinente.

Deux scénarios de traitement par confinement sur site ont été comparés :

- confinement sur les anciens bassins de décantation au nord de la STEP (sur le PPC 1) ;
- confinement en partie sud de la zone verte (sur le PPC 6-1).

Compte tenu de l'accès plus difficile et de la présence d'arbres au niveau de la zone verte, c'est le scénario 1 qui a été retenu.

La solution de gestion retenue des PPC (hors PPC 2 et PPC 6-1) et des mâchefers d'incinération (talus en bordure du canal) est le stockage dans un ouvrage de confinement au droit des anciens bassins de décantation. Les matériaux déposés seront disposés en dôme, qui sera recouvert de terre saine et ensemencé artificiellement. Une surveillance environnementale de la qualité des eaux souterraines du site durant une période minimale de quatre ans (fréquence semestrielle) est prévue. La synthèse du plan de gestion proposé est présentée en annexe 6 du présent rapport.

Le jour de la visite, l'inspection fait part de ses observations sur les documents transmis et demande les compléments suivants :

- justification détaillée de la « non-étude » du traitement des terres polluées sur site ;
- étudier la possibilité de traiter hors site certains types de PPC (métaux, HAP) ;
- prévoir un confinement étanche ;
- étudier un 3eme scénario d'implantation du confinement au droit des anciennes lagunes (PPC 2) ;
- détailler le suivi piézométrique à réaliser avant-pendant-après travaux : implantation des ouvrages (et recherche PZ 4), paramètres à analyser, fréquence ;
- détailler le suivi analytique à réaliser lors des excavations des terres polluées (prélèvements de fond et flancs de fouille, prélèvements de gaz du sol...) ;
- réaliser les études complémentaires préconisées pour l'évacuation des boues de la STEP.

Hors du périmètre d'intervention de l'EPFGE et suite à la visite précédente du 27 juin 2019 (rapport de visite référencé S-19-470R-HJ du 06 septembre 2019), l'inspection est toujours en attente de la confirmation ou infirmation de la présence de cuves enterrées sur la zone des bureaux et garage, puis la réalisation d'un diagnostic des sols à cet endroit. De plus la pollution aux hydrocarbures (2 490 mg/kg) mise en évidence dans l'étude TUV au droit du tour à rectifier dans le bâtiment des coucheuses n'a fait l'objet d'aucune proposition de gestion.

Il est demandé à Maître VOINOT, représentant du dernier exploitant, d'apporter des éléments de réponse sur les points sus-cités sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet